

Nouveaux Cahiers du socialisme

Les intellectuels et les médias

Fábio Henrique Pereira



Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 15, hiver 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80894ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pereira, F. (2016). Les intellectuels et les médias. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (15), 216–218.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les intellectuels et les médias

FÁBIO HENRIQUE PEREIRA

Les définitions des intellectuels et intellectuelles sont souvent des **L**autodéfinitions. Les intellectuels passent souvent d'une définition basée sur leurs pratiques à une définition plutôt normative autour de leur fonction sociale. Selon Pascal Ory et Jean-François Sirinelli¹, l'intellectuel est lié à la sphère du culturel. C'est un créateur ou un médiateur qui passe au politique, ce qui présuppose autant une affiliation au monde des idées qu'un engagement dans l'espace public sur des sujets d'ordre politique ou social. Pour Rémy Rieffel², on n'est « jamais un intellectuel par statut et toujours un intellectuel par quelqu'un ». Il souligne le rôle des instances d'affiliation, de légitimation et de consécration intellectuelle dans la définition du groupe dans une société donnée.

Transformation et crise

Aujourd'hui un peu partout, on parle d'une « crise » des intellectuels. La notion de « crise » en vérité consiste en une relecture très idéologisée d'un phénomène plus général de transformation de l'identité et des pratiques des intellectuels – et du contexte d'engagement politique et de production culturelle. Ces changements s'appuyant sur des indicateurs communs à différents contextes nationaux :

- *Le facteur idéologique* : le déclin du socialisme révolutionnaire et l'émergence d'une nouvelle gauche plus pragmatique qui s'engage dans des causes plus pointues, par exemple, l'environnement, la défense des minorités, l'égalité des genres.

1 Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 10.

2 Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République 1958-1990*, Paris, Calmann-Lévy, 1993, p. 14-15.

- *Un mouvement de « professionnalisation » des intellectuels* qui aboutit à la création d'instances propres de reconnaissance et d'attribution de notoriété et qui ne passe pas par l'engagement dans l'espace public. À l'université, par exemple, un « bon » professeur – ou professeure – doit répondre à des demandes de productivité scientifique, surtout la publication dans les revues savantes. Être reconnu par ses pairs, pour ces intellectuels, est devenu plus important que de « changer la société » ou au moins produire quelque chose qui puisse avoir un impact social.
- *Une crise de « représentation »*, qui résulte de la prolifération d'une littérature critique exprimant un scepticisme par rapport aux intellectuels et leur capacité d'influencer le débat. Au Québec et au Brésil notamment, on voit même un discours anti-intellectuel qui cherche à disqualifier les savoirs humanistes et renforcer l'acquisition d'un savoir plus pragmatique.
- Et, finalement, *un changement dans les modalités d'intervention intellectuelle*, lié au fort mouvement de concentration de la propriété dans les systèmes médiatiques et culturels, d'où une fermeture des espaces d'intervention pour les intellectuels et intellectuelles. Cette concentration met davantage en valeur certains acteurs plus « médiatiques ». La prolifération de ces discours crée un effet de vérité dans l'analyse que ces experts font de certains événements basés sur une logique « d'objectivité ». C'est le cas des interventions des experts dans les médias au moment de la couverture des guerres et qui vont décrire l'armement ou les stratégies militaires des pays au lieu de remettre en question l'existence même du conflit militaire. Cette situation révèle un changement dans les mécanismes d'attribution de la réputation intellectuelle, qui se déplacent d'une notoriété construite par les pairs à une reconnaissance médiatique. Une ou un intellectuel médiatique a une légitimité basée sur son charisme, au sens wébérien du terme. Elle/il fait partie des agents occupant une double position dans les espaces médiatiques et intellectuels – ce qui implique une maîtrise des conventions des médias et des rapports de connivence avec les journalistes. En effet, ces réseaux de connivence créent un effet de circulation du débat des idées entre les journalistes-intellectuels et les intellectuels-journalistes, qui se lisent, se connaissent, se légitiment.

La fermeture des espaces d'intervention provoque aussi un effet de dispersion des intellectuels critiques, qui doivent chercher ou créer d'autres formes d'engagement dirigées vers des audiences plus restreintes : médias alternatifs, cafés politiques, conférences universitaires, assemblées des syndicats et des associations, colloques militants, petites maisons d'édition.

La « crise » comme discours

La « crise » des intellectuels s'explique par la circulation d'un « discours de crise ». Comme tous les discours, il provoque des effets sur le réel. Il cache certaines situations par la mise en silence des pratiques et des acteurs sociaux –

c'est bien le cas d'intellectuels critiques eux-mêmes. L'idée d'une « crise » des intellectuels a commencé à être diffusée en France à partir des années 1970. Le milieu intellectuel français parlait de la crise avec une certaine nostalgie, en mémoire des grandes figures intellectuelles comme Sartre, Aron, Lacan, Barthes, Foucault, Althusser et, plus récemment, Bourdieu. Toutefois, si l'on prend l'idée de départ d'un intellectuel comme un homme (moins souvent une femme) du culturel qui s'engage publiquement sur des questions d'ordre politique et social, plutôt que le déclin ou le silence des intellectuels, on voit que ce sont les sujets du débat public qui ont changé depuis les années 1980.

Les intellectuels sont toujours porteurs d'un discours critique sur la société. Ils et elles continuent de chercher à s'engager publiquement. Ils et elles combattent les injustices sociales. En fin de compte, cette « crise » des intellectuels résulte d'une stratégie de dévalorisation de leur rôle dans la société portée par des agents dominants dans les mondes politiques, économiques et médiatiques. D'autant plus que ce discours permet d'évacuer les défis sociaux sur lesquels les intellectuels doivent intervenir. Il appartient aux intellectuels de prendre sur eux/elles la responsabilité de dénoncer cette tentative de mise à l'écart visant à restreindre leur champ d'action ou à les exclure carrément de la sphère publique.